

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 08/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VICTOR MARTINET

Hameau de la Croix Madelon
60530 Le Mesnil-en-Thelle

Références : IC-R/253/24-LF/SF
Code AIOT : 0003801387

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement VICTOR MARTINET implanté Lieu-dit Le Fond de Persan 60530 Le Mesnil-en-Thelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a lieu dans le cadre de la prise en compte des moyens de lutte contre l'incendie par le SDIS 60.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICTOR MARTINET
- Lieu-dit Le Fond de Persan 60530 Le Mesnil-en-Thelle
- Code AIOT : 0003801387

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société VICTOR MARTINET, filiale du groupe GONDRAND France, est spécialisée dans le stockage et le transport de produits chimiques dangereux et de matières combustibles diverses. Elle propose à ses clients une offre complète de la réception des produits sur son site jusqu'à la gestion de leurs approvisionnements.

La société VICTOR MARTINET & CIE implante un entrepôt de stockage de produits chimiques dangereux et de matières combustibles diverses. Le site comprendra également une zone de transit de déchets industriels.

A la date de l'inspection la mise en service des activités n'est pas effective. Le bâtiment n'est pas finalisé. Le gros œuvre du bâtiment de stockage est achevé. Certaines voiries ne sont pas réalisées. Les dispositifs de sécurité incendie sont en place, les portes intérieures ne sont partiellement posées, les moyens de pomperie incendie sont installés, l'électricité n'est pas finalisée. La finalisation du chantier est prévue été 2024.

Les installations classées du site sont implantées sur un terrain, d'une superficie totale de 49 979 m² (emprise au sol des bâtiments 12 088 m², surface des voiries 13 944 m², espaces verts 24100 m²). qui comprend:

- un entrepôt logistique composé:

- de 3 cellules de stockage (les différents systèmes d'extinction automatique sont en cours de pause) de produits non dangereux de type 1510,
- d'une zone de transit de produits,
- d'une zone de transit de déchets industriels,
- d'une salle blanche et de 3 chambres froides (-16°C, 0°C et 5°C),
- de 4 cellules de produits dangereux (liquides inflammables, liquides inflammables et toxiques, dangereux pour l'environnement et toxiques),
- de zones de picking et de quais,
- de locaux techniques (local de charge de batterie, local électrique, ...),
- d'un local sprinklage et réserve d'eau incendie associée,
- un bâtiment de bureaux, locaux sociaux et local du gardien indépendants du bâtiment de stockage,
- des voiries et places de stationnement,
- des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie,
- des espaces verts.

La hauteur au faîtage de l'entrepôt est de 13 m.

Les activités de l'AIOT référencée 0005101006 implantée sur la commune de Le-MESNIL-EN-THELLE seront progressivement transférées sur ce site.

La société VICTOR MARTINET dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 novembre 2020, complété par un arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2023. Le site est classé Seuil Bas par la règle dite du cumul.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les gros travaux sont pratiquement finalisés. Afin d'anticiper les prochaines étapes, l'inspection demande à l'exploitant de fournir un planning prévisionnel de la prise en compte du bâtiment à début d'exploitation. L'exploitant doit aussi remettre prochainement un porter à connaissance de modifications. Il devra être instruit avant la mise en exploitation du bâtiment.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement les moyens de lutte contre l'incendie sont en place. Il reste à l'exploitant à mettre à jour l'ensemble des documents du site (plan...) et à rédiger un POI intégrant le PDI conformément à la réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, liquides inflammables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le bassin de rétention ayant vocation à recueillir les produits dédiés à la cellule "produits inflammables" est conçu et entretenu pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant montre les derniers plans potentiellement à jour du site. A la lecture de ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> les effluents des cellules C4-C5 dédiées aux liquides inflammables sont dirigés directement vers le bassin de confinement aérien ; les effluents des cellules C6-C7 dédiés aux stockages de toxiques et polluants sont dirigés vers deux rétentions enterrées distinctes puis en débord dans le bassin de confinement ; les effluents de la chambre froide dédiées aux liquides inflammables sont dirigés directement vers le bassin de confinement aérien ; <p>Or dans le dossier d'autorisation des rétentions enterrées étaient prévues pour les cellules de stockage de liquides inflammables. De plus le bassin de confinement aérien ne serait pas prévu</p>

pour recevoir ce type d'effluent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande de justificatifs : L'exploitant doit vérifier la conformité de ses rétentions au regard des textes encadrant les liquides inflammables. Il devra aussi vérifier la conformité de la cellule frigorifique dédiée aux liquides inflammables. Ces point devront être intégrés dans le porter à connaissance que doit remettre l'exploitant dans le cadre de modifications effectuées sur le site par rapport au dossier de demande d'autorisation initial.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : voir annexe 4 informations sensibles - non communicable au public
Constats : Ces constats se portent sur une partie confidentielle de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter daté du 26/11/2020 (annexe 4 : informations sensibles - non communicables au public) . Ils seront donc commentés dans la partie confidentielle de ce rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande de justificatifs (voir chapitre partie confidentielle) L'exploitant devra transmettre : <ul style="list-style-type: none"> • les plans à jour des moyens de lutte contre l'incendie ; • les plans à jour de tous les réseaux ; • finaliser le POI intégrant le PDI ; • mettre en place les éléments encore manquants ; L'ensemble de ces éléments devra être mis en place ou fournis avant le début d'exploitation du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois